

**CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE**

6 juillet 2023

PROPOSITION DE LOI**instaurant un compte d'épargne populaire**

(déposée par M. Hugues Bayet et consorts)

**BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS**

6 juli 2023

WETSVOORSTEL**tot instelling van een volksspaarrekening**

(ingediend door de heer Hugues Bayet c.s.)

RÉSUMÉ

La présente proposition de loi vise à créer un compte d'épargne populaire garantissant un taux d'intérêt relativement élevé sur une épargne plafonnée à 22.000 euros par adulte. Le compte d'épargne populaire sera destiné aux petits épargnants et se conformera aux conditions du service bancaire de base. Chaque établissement financier établi en Belgique aura l'obligation de le proposer à ses clients.

SAMENVATTING

Dit wetsvoorstel beoogt de instelling van een volksspaarrekening die een relatief hoge rentevoet waarborgt voor een spaartegoed van maximaal 22.000 euro per volwassene. De volksspaarrekening zou bedoeld zijn voor kleine spaarders en dezelfde voorwaarden hebben als de basisbankdienst. Elke financiële instelling in België zou die spaarrekening verplicht moeten aanbieden aan haar klanten.

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
cd&v	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
Les Engagés	: Les Engagés
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant – Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de nummering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

À l'heure où nous déposons cette proposition de loi visant à créer un compte d'épargne populaire, le taux d'intérêt minimum légal offert sur les comptes réglementés est de 0,11 %. En pratique, les taux d'intérêt sur les comptes d'épargne proposés sur le marché sont généralement inférieurs à 1 %. Et ce alors que les banques peuvent placer les montants d'épargne de leurs clients auprès de la Banque centrale européenne (BCE) à un taux d'intérêt de 3,25 %. Dans le même temps, les taux d'intérêt pratiqués par les banques pour les crédits hypothécaires tournent autour de 4 % à 5 %.

Concrètement, ceci signifie un enrichissement inouï des banques. Selon M. Paul De Grauwe, économiste et personnalité politique belge, en raison de cette différence entre le taux d'intérêt de l'épargne (qui est "*ridiculement bas*") et le taux de rémunération des banques par la BCE (qui est "*considérable*" d'autant plus que "*ce sont des comptes à vue pour lesquels il n'y a aucun risque*"), "*les banques belges réalisent un profit énorme, à hauteur de 8,4 milliards d'euros. Uniquement grâce aux transferts de la banque nationale.*"¹

Par ailleurs, ces chiffres signifient que les citoyens paient deux fois. L'épargne ne leur rapporte quasiment rien. Mais lorsqu'ils doivent emprunter à la banque pour financer un logement, les gens sont lourdement mis à contribution. À titre d'exemple, un ménage souhaitant acheter une maison d'une valeur de 150.000 euros, moyennant un emprunt contracté sur la base d'un taux d'intérêt de 4,5 % sur 20 ans, devra rembourser 150.000 euros de capital, plus 75.000 euros d'intérêts à la banque, soit une maison et demie.

Pour le Groupe PS, cette situation est cynique. Elle l'est d'autant plus que l'État, autrement dit les citoyens, ont investi des sommes colossales pour sauver le système bancaire lors de la crise bancaire et financière de la fin de l'été 2008. Des mesures sont donc nécessaires aujourd'hui pour inverser la tendance, défavorable en particulier aux ménages souhaitant acquérir leur premier logement.

Premièrement, les banques ne peuvent pas gagner sur tous les tableaux en combinant à la fois des taux hypothécaires punitifs et des taux d'intérêt ridicules pratiqués sur l'épargne. Il faut clairement obliger le secteur bancaire à relever les taux d'épargne. C'est

¹ Noé Spies, "Paul de Grauwe: "Hallucinant que les banques refusent de hausser les taux d'intérêt sur l'épargne"", in *Le Vif*, be, 23 mai 2023.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Bij het indienen van dit wetsvoorstel tot instelling van een volksspaarrekening bedraagt de wettelijke minimum-rente voor geregementeerde spaarrekeningen 0,11 %. In de praktijk liggen de rentevoeten op de aangeboden spaarrekeningen in het algemeen onder de 1 %. Maar tegelijkertijd kunnen de banken de spaartegoeden van hun klanten bij de Europese Centrale Bank (ECB) uitzetten tegen 3,25 %. Op de koop toe hanteren de banken voor hypothecaire kredieten interestvoeten van 4 à 5 %.

Concreet betekent dat een enorme winst voor de banken. Paul De Grauwe, vooraanstaand econoom en politiek commentator, stelt dat de banken door dat verschil tussen de "belachelijk lage" rentevoet en de rentevergoeding van de banken bij de ECB – die toch "aanzienlijk" is, temeer omdat het "volstrekt risicoloze" zichtrekeningen betreft – enorme winsten opstrijken, ten belope van 8,4 miljard euro, louter dankzij overdrachten van de Nationale Bank.¹

Die cijfers betekenen ook dat de burgers dubbel betalen. Sparen levert hen zo goed als niets op. Wanneer ze echter naar de bank stappen voor een woonkrediet, moeten ze diep in de buidel tasten. Een gezin dat bijvoorbeeld een huis ter waarde van 150.000 euro wil kopen met een lening tegen 4,5 % en een looptijd van twintig jaar, zal 150.000 euro kapitaal en daarbovenop tot wel 75.000 euro interest aan de bank terugbetalen, oftewel anderhalf huis.

De PS-fractie vindt dat cynisch. Zeker omdat de Staat – de bevolking dus – gigantische bedragen heeft opgehoest om tijdens de financiële en bankencrisis aan het einde van de zomer van 2008 het banksysteem te redden. Er moeten nu dus maatregelen komen om die trend te keren, waar vooral de gezinnen die een eerste woning willen kopen, de dupe van zijn.

Ten eerste mogen de banken niet op alle fronten winnen door zowel torenhoge hypothecaire interestvoeten toe te passen als belachelijk lage spaarrentes aan te bieden. Het lijkt geen twijfel dat de banksector ertoe moet worden verplicht de spaarrentes te verhogen.

¹ Noé Spies, *Paul de Grauwe: "Hallucinant que les banques refusent de hausser les taux d'intérêt sur l'épargne"*, in *Le Vif*, be, 23 mei 2023.

pourquoi les socialistes ont déposé une proposition de loi visant, en substance, à plafonner à 2 % maximum la différence entre le taux de dépôt auprès de la BCE et le taux minimum d'intérêt offert sur les comptes d'épargne².

Deuxièmement – et tel est l'objet de la présente proposition de loi – notre objectif majeur doit être d'encourager en priorité une épargne populaire. Pour le Groupe PS, il est important que les mesures bénéficient d'abord aux "petits épargnants" et non à ceux qui ont déjà des centaines de milliers d'euros sur leurs comptes d'épargne. Nous sommes donc favorables à la mise en place d'un compte d'épargne populaire prévoyant un montant d'épargne plafonné et un taux d'intérêt imposé.

Aujourd'hui, de nombreux Belges se déclarent incapables de faire face à des dépenses financières imprévues. Face aux aléas négatifs comme une perte d'emploi, la panne d'un véhicule ou d'un frigo ou encore des frais médicaux à avancer, l'absence d'épargne peut avoir de graves conséquences. Elle peut nécessiter le recours à un crédit à la consommation dont le taux – même s'il est plafonné – est élevé, et ainsi mener au surendettement. Par ailleurs, le manque d'épargne peut aussi contraindre les malades à postposer leurs soins, faute de moyens permettant de les payer sans délai.

Dans le but de répondre à ces préoccupations, les auteurs du présent texte proposent la création d'un compte d'épargne populaire. Il garantira un taux d'intérêt relativement élevé sur une épargne plafonnée à 22.000 euros³ par adulte. Ce montant de 22.000 euros est calqué sur le plafond du livret A, produit d'épargne réglementé par l'État français, fixé à 22.950 euros pour les particuliers. Le compte d'épargne populaire sera destiné aux petits épargnants, en se calquant sur les conditions du service bancaire de base. Chaque établissement financier établi en Belgique aura l'obligation de le proposer.

Actuellement, la loi permet aux banques d'exclure des demandeurs du service bancaire de base en fonction du montant cumulé de leur épargne ou sur la base de contrats de crédits qu'ils auraient souscrits. Ce montant cumulé est actuellement de 6.000 euros. Les auteurs de la présente proposition de loi proposent de l'augmenter à 22.000 euros.

² Proposition de loi du 7 juin 2023 relative au rattachement du taux d'intérêt de base minimal des comptes d'épargne réglementés au taux de la facilité de dépôt de la BCE (DOC 55 3405/001).

³ <https://www.economie.gouv.fr/particuliers/livret-a#>

Om die reden hebben de socialisten een wetsvoorstel ingediend dat er in essentie toe strekt het verschil tussen de depositorente bij de ECB en de minimumspaarrente vast te leggen op maximaal 2 procentpunt.²

Ten tweede – het opzet van dit wetsvoorstel – is het er ons vooral om te doen volkssparen aan te moedigen. Voor de PS-fractie is het van belang dat de maatregelen in de eerste plaats de kleine spaarders ten goede komen, en niet diegenen die al honderdduizenden euro's op hun spaarrekening hebben staan. We bepleiten dus de instelling van een volksspaarrekening, met een maximaal spaartegoed en een verplichte rentevoet.

Veel Belgen zeggen onverwachte financiële uitgaven niet langer te kunnen betalen. Bij ongunstige onvoorziene omstandigheden – bijvoorbeeld ontslag, een defecte auto, een onbruikbare koelkast of zware medische voorschotten – kan het heel verkeerd lopen als je niet over spaargeld beschikt. Soms moet men dan noodgedwongen zijn toevlucht zoeken tot consumentenkrediet, waarvan de interestvoet weliswaar begrensd maar niettemin hoog is. Daardoor dreigt men nog dieper in de schulden te geraken. Daarenboven kan gebrek aan spaargeld bijvoorbeeld zieken ertoe dwingen hun zorg uit te stellen als voor die zorg niet onmiddellijk de nodige financiële middelen voorhanden zijn.

Om aan die bekommelingen tegemoet te komen, stellen de indieners van dit wetsvoorstel de instelling van een volksspaarrekening voor. Een dergelijke rekening zou een vrij hoge rentevoet garanderen op spaargeld tot maximaal 22.000 euro per volwassene. Dat bedrag van 22.000 euro is gebaseerd op het maximumbedrag van het in Frankrijk bestaande "livret A", een gereglementeerd spaarproduct van de Franse Staat, waarbij voor particulieren een spaarplafond van 22.950 euro geldt.³ De hier in uitzicht gestelde volksspaarrekening zou bestemd zijn voor de kleine spaarder en gebaseerd zijn op de voorwaarden van de basisbankdienst. Elke financiële instelling in België zou die spaarrekening verplicht moeten aanbieden aan haar klanten.

Thans kunnen banken ingevolge de wetgeving een aanvraag voor de basisbankdienst afwijzen op basis van de gecumuleerde spaartegoeden of van de kredietovereenkomsten die de aanvrager heeft gesloten. Dat totaalbedrag bedraagt thans 6.000 euro. De indieners van dit wetsvoorstel willen dat bedrag optrekken tot 22.000 euro.

² Wetsvoorstel van 7 juni 2023 betreffende het vastmaken van de minimale basisrente op gereglementeerde spaarrekeningen aan de depositorente van de ECB (DOC 55 3405/001).

³ <https://www.economie.gouv.fr/particuliers/livret-a#>

Le taux d'intérêt payé sur les 22.000 euros maximum est aligné sur le taux de rémunération obtenu par les banques belges sur les dépôts qu'elles détiennent auprès de la Banque centrale européenne. Ainsi, les banques ne pourront plus faire de bénéfices sur le dos des petits épargnants, à concurrence du montant de 22.000 euros toutefois.

L'objectif est de stimuler la petite épargne de court terme. Ce nouveau compte d'épargne populaire complète les bons d'État qui offrent une possibilité de placement sûr et à long terme. Un précompte de 15 % sera retenu sur les revenus annuels de ce compte d'épargne. De plus, les établissements financiers enverront automatiquement les informations relatives à ces comptes au SPF Finances.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 1^{er}

Cette disposition concerne le fondement constitutionnel de cette proposition de loi et n'appelle pas de commentaire particulier.

Art. 2 et 3

Ces articles concernent des adaptations de nature purement légistique.

Art. 4

L'article VII.59 du Code de droit économique permet aux établissements de crédit:

- de refuser le service bancaire de base à un consommateur disposant d'un compte dont le solde créditeur cumulé moyen annuel dépasse 6.000 euros;
- de résilier le service bancaire de base d'un consommateur si ce dernier a un compte dont le solde créditeur cumulé moyen dépasse 6.000 euros.

Pour éviter que la présente proposition de loi ne génère un mécanisme d'exclusion bancaire, cet article augmente les seuils précités à 22.000 euros.

De rente die op dat maximumbedrag van 22.000 euro zou moeten worden betaald, zou in overeenstemming moeten zijn met de rentevergoeding die de Belgische banken krijgen op hun deposito's bij de Europese Centrale Bank. Op die manier zouden de banken niet langer winst kunnen maken ten koste van de kleine spaarder, althans niet op de bedragen tot 22.000 euro.

Het is de bedoeling het op de korte termijn gerichte kleine spaarwezen te stimuleren. De beoogde spaarrekening zou een aanvulling vormen op de staatsbons, die een mogelijkheid tot een veilige langetermijnbelegging bieden. Op de jaaropbrengst van die spaarrekening zou een voorheffing van 15 % worden ingehouden. Voorts zouden de financiële instellingen de informatie over die rekeningen automatisch aan de FOD Financiën moeten bezorgen.

TOELICHTING BIJ DE ARTIKELEN

Artikel 1

Dit artikel bepaalt de constitutionele bevoegdheidsgrondslag; het vergt geen specifieke toelichting.

Art. 2 en 3

Deze artikelen betreffen louter wetgevingstechnische aanpassingen.

Art. 4

Artikel VII.59 van het Wetboek van economisch recht biedt de kredietinstellingen de mogelijkheid:

- de basisbankdienst te weigeren indien de consument over een rekening beschikt met een jaarlijks gecumuleerd creditsaldo van meer dan 6.000 euro;
- de basisbankdienst op te zeggen indien de consument over een rekening beschikt met een jaarlijks gecumuleerd creditsaldo van meer dan 6.000 euro;

Om te voorkomen dat dit wetsvoorstel tot uitsluiting van bankdiensten zou leiden, strekt dit artikel ertoe de voormelde maximumbedragen op te trekken tot 22.000 euro.

Art. 5

Cet article concerne une adaptation de nature purement légistique.

Art. 6

Cet article propose la création d'un nouveau produit d'épargne appelé "compte d'épargne populaire" qui permet de soutenir la petite épargne, tout en favorisant les investissements publics et l'économie réelle.

Art. 7

Cet article impose aux établissements financiers de proposer le compte d'épargne populaire.

Art. 8

Cet article limite la détention d'un compte d'épargne populaire et limite également le montant pouvant s'y trouver.

Art. 9

Cet article fixe le taux d'intérêt. Ce taux est égal au taux directeur de la BCE. À titre d'exemple, le taux actuel de rémunération des dépôts, au bénéfice des banques, est de 3,25 %.

L'objectif du présent texte est de stimuler la petite épargne de court terme. Ce nouveau compte d'épargne offre une possibilité de placement sûr et à long terme. Si le taux directeur de la BCE devait être inférieur à 1,5 %, alors le taux appliqué sur ce nouveau produit d'épargne serait de minimum 1,5 %. Les auteurs instaurent un taux minimum, toujours dans le but de stimuler la petite épargne.

Un précompte de 15 % est retenu sur les revenus annuels de ce compte d'épargne. De plus, les établissements financiers enverront automatiquement les informations relatives à ces comptes au SPF Finances, et ce pour permettre un contrôle.

Enfin, ce sont les établissements financiers eux-mêmes qui prennent en charge le financement de ce taux; le Roi en fixera les modalités de financement.

Art. 5

Dit artikel betreft een louter wetgevingstechnische aanpassing.

Art. 6

Dit artikel strekt tot instelling van een nieuw spaarproduct, genaamd "volksspaarrekening", zowel ter ondersteuning van het kleine spaarwezen als ter bevordering van de overheidsinvesteringen en van de reële economie.

Art. 7

Dit artikel strekt ertoe de financiële instellingen te verplichten de volksspaarrekening aan te bieden.

Art. 8

Dit artikel beoogt beperkingen op te leggen met betrekking tot het aanhouden van een volksspaarrekening en tot het bedrag dat op een dergelijke rekening mag staan.

Art. 9

Dit artikel bepaalt de rentevoet. Die rentevoet is gelijk aan de basisrentevoet van de ECB. De banken krijgen voor hun deposito's thans een rentevergoeding van 3,25 %.

Dit wetsvoorstel strekt ertoe het op de korte termijn gerichte kleine spaarwezen te stimuleren. De in uitzicht gestelde spaarrekening moet de mogelijkheid van een veilige langetermijnbelegging bieden. Mocht de basisrentevoet van de ECB onder 1,5 % dalen, dan zou de rentevoet voor dat nieuwe spaarproduct minimaal 1,5 % bedragen. Ook die minimumrente past in het streven van de indieners om het kleine spaarwezen te bevorderen.

Op de jaaropbrengst van die spaarrekening zou een voorheffing van 15 % worden ingehouden. Voorts zouden de financiële instellingen de informatie over die rekeningen automatisch aan de FOD Financiën bezorgen met het oog op eventuele controle.

Ten slotte zou die rente ten laste vallen van de financiële instellingen zelf; de Koning bepaalt ter zake de nadere regels.

Art. 10

Cet article définit la fréquence de la rémunération de l'épargne.

Art. 11

Cet article prévoit que les sommes versées sur les comptes d'épargne populaire sont couvertes par la garantie belge des dépôts (Fonds de garantie des dépôts).

Art. 12

Cet article règle les modalités d'entrée en vigueur. Une période transitoire de six mois est prévue afin que les établissements financiers puissent se conformer à l'ensemble des dispositions énoncées par la présente proposition de loi.

Hugues Bayet (PS)
Ahmed Laaouej (PS)
Patrick Prévot (PS)
Christophe Lacroix (PS)
Leslie Leoni (PS)

Art. 10

Dit artikel bepaalt de periodieke uitbetaling van de rente.

Art. 11

Dit artikel bepaalt dat de bedragen die op de volkspaarrekeningen worden gestort, onder het Belgische depositogarantiestelsel vallen (Garantiefonds).

Art. 12

Dit artikel bepaalt de nadere regels voor de inwerkingtreding. Er wordt voorzien in een overgangperiode van zes maanden opdat de financiële instellingen zich kunnen voegen naar alle bepalingen van dit wetsvoorstel.

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2

Dans le Code de droit économique du 28 février 2013, modifié en dernier lieu par la loi du 4 mai 2023, dans le Livre VII, Titre 3, Chapitre 8, l'intitulé de la Section 1^{re} est remplacé comme suit:

"Section 1^{re}. Comptes de paiement, service bancaire de base pour les consommateurs et compte d'épargne populaire".

Art. 3

Dans le même Code, dans le Livre VII, Titre 3, Chapitre 8, Section 1^{re}, il est créé une Sous-section 1^{re}, comprenant les articles VII.57 à VII.59/3, intitulée comme suit:

"Sous-section 1^{re}. Comptes de paiement et service bancaire de base pour les consommateurs".

Art. 4

Dans l'article VII.59 du même Code, sont apportées les modifications suivantes:

- a) dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots "6.000 euros" sont remplacés par les mots "22.000 euros";
- b) dans le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 5^o, les mots "6.000 euros" sont remplacés par les mots "22.000 euros".

Art. 5

Dans le même Code, dans le Livre VII, Titre 3, Chapitre 8, Section 1^{re}, il est créé une Sous-section 2, comprenant les articles VII.59/3*bis* à VII.59/3*septies*, intitulée comme suit:

"Sous-section 2. Compte d'épargne populaire".

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2

In het Wetboek van economisch recht van 28 februari 2013, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 4 mei 2023, wordt in boek VII, titel 3, hoofdstuk 8, het opschrift van afdeling 1 vervangen door:

"Afdeling 1. Betaalrekeningen, basisbankdienst voor consumenten en volksspaarrekening".

Art. 3

In boek VII, titel 3, hoofdstuk 8, afdeling 1, van hetzelfde Wetboek wordt een onderafdeling 1 ingevoegd, die de artikelen VII.57 tot VII.59/3 bevat, luidende:

"Onderafdeling 1. Betaalrekeningen en basisbankdienst voor consumenten".

Art. 4

In artikel VII.59 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- a) in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden "6.000 euro" vervangen door de woorden "22.000 euro";
- b) in paragraaf 2, eerste lid, 5^o, worden de woorden "6.000 euro" vervangen door de woorden "22.000 euro".

Art. 5

In boek VII, titel 3, hoofdstuk 8, afdeling 1, van hetzelfde Wetboek wordt een onderafdeling 2 ingevoegd, die de artikelen VII.59/3*bis* tot VII.59/3*septies* bevat, luidende:

"Onderafdeling 2. Volksspaarrekening".

Art. 6

Dans le même Code, dans le Livre VII, Titre 3, Chapitre 8, Section 1^{re}, Sous-section 2, il est inséré un article VII.59/3*bis* rédigé comme suit:

“Art. VII.59/3*bis*. Il est créé un compte d’épargne populaire destiné à soutenir la petite épargne. Cette épargne sert à financer l’économie réelle et les investissements publics favorisant la transition éco-sociale.”

Art. 7

Dans le même Code, dans le Livre VII, Titre 3, Chapitre 8, Section 1^{re}, Sous-section 2, il est inséré un article VII.59/3*ter* rédigé comme suit:

“Art. VII.59/3*ter*. Tout établissement de crédit est tenu d’offrir un compte d’épargne populaire.”

Art. 8

Dans le même Code, dans le Livre VII, Titre 3, Chapitre 8, Section 1^{re}, Sous-section 2, il est inséré un article VII.59/3*quater* rédigé comme suit:

“Art. VII.59/3*quater*. Toute personne physique ne peut ouvrir qu’un seul compte d’épargne populaire. Les sommes placées en dépôt sur ce compte d’épargne ne peuvent excéder 22.000 euros par personne.”

Art. 9

Dans le même Code, dans le Livre VII, Titre 3, Chapitre 8, Section 1^{re}, Sous-section 2, il est inséré un article VII.59/3*quinquies* rédigé comme suit:

“Art. VII.59/3*quinquies*. Les sommes déposées sur le compte d’épargne font l’objet d’une rémunération, qui est fixée au 1^{er} janvier de chaque année. Le taux d’intérêt unique applicable pour une année est égal au taux directeur de la BCE. Lorsque ce taux est inférieur à 1,5 %, le taux appliqué est égal à 1,5 %. Ce taux est financé par les établissements financiers.

Le Roi fixe les modalités de financement du taux d’intérêt.

Pour l’application du Code des impôts sur les revenus 1992, les revenus du compte d’épargne populaire sont soumis au précompte mobilier de 15 %. Les

Art. 6

In boek VII, titel 3, hoofdstuk 8, afdeling 1, onderafdeling 2, van hetzelfde Wetboek wordt een artikel VII.59/3*bis* ingevoegd, luidende:

“Art. VII.59/3*bis*. Er wordt een volksspaarrekening ingesteld, teneinde het kleine spaarwezen te ondersteunen. Dat spaargeld dient ter financiering van de reële economie en van overheidsinvesteringen die de ecologisch-sociale transitie bevorderen.”

Art. 7

In boek VII, titel 3, hoofdstuk 8, afdeling 1, onderafdeling 2, van hetzelfde Wetboek wordt een artikel VII.59/3*ter* ingevoegd, luidende:

“Art. VII.59/3*ter*. Elke kredietinstelling is verplicht een volksspaarrekening aan te bieden.”

Art. 8

In boek VII, titel 3, hoofdstuk 8, afdeling 1, onderafdeling 2, van hetzelfde Wetboek wordt een artikel VII.59/3*quater* ingevoegd, luidende:

“Art. VII.59/3*quater*. Iedere natuurlijke persoon kan slechts één volksspaarrekening openen. Het uitstaande bedrag op die spaarrekening bedraagt maximaal 22.000 euro per persoon.”

Art. 9

In boek VII, titel 3, hoofdstuk 8, afdeling 1, onderafdeling 2, van hetzelfde Wetboek wordt een artikel VII.59/3*quinquies* ingevoegd, luidende:

“Art. VII.59/3*quinquies*. Op het uitstaande bedrag op de spaarrekening wordt een vergoeding betaald, die op 1 januari van elk jaar wordt vastgelegd. De voor één jaar geldende enige rentevoet is gelijk aan het basisrentetarief van de ECB. Wanneer dat basisrentetarief lager is dan 1,5 %, geldt een rentevoet van 1,5 %. Die rentevoet wordt gefinancierd door de financiële instellingen.

De Koning bepaalt de nadere regels voor de financiering van de rentevoet.

Voor de toepassing van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 zijn de inkomsten uit de volksspaarrekening onderworpen aan een roerende voorheffing

établissements financiers envoient automatiquement au SPF Finances le nom et le numéro de compte des détenteurs d'un compte d'épargne populaire."

Art. 10

Dans le même Code, dans le Livre VII, Titre 3, Chapitre 8, Section 1^{re}, Sous-section 2, il est inséré un article VII.59/3sexies rédigé comme suit:

"Art. VII.59/3sexies. Les intérêts produits par le compte d'épargne populaire sont versés annuellement à l'épargnant et portés en compte au plus tard le 1^{er} janvier de l'année qui suit l'année productive d'intérêt.

Pour porter intérêt, les sommes doivent rester en compte pour une période minimale de six mois.

Aucun retrait ou versement sur un compte, autre que le compte à vue du titulaire, ne peut être effectué à partir du compte d'épargne populaire."

Art. 11

Dans le même Code, dans le Livre VII, Titre 3, Chapitre 8, Section 1^{re}, Sous-section 2, il est inséré un article VII.59/3septies rédigé comme suit:

"Art. VII.59/3septies. Les sommes versées dans le cadre du compte d'épargne populaire bénéficient de la protection du Fonds de garantie des dépôts."

Art. 12

La présente loi entre en vigueur le premier jour du sixième mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*.

9 juin 2023

Hugues Bayet (PS)
Ahmed Laaouej (PS)
Patrick Prévot (PS)
Christophe Lacroix (PS)
Leslie Leoni (PS)

van 15 %. De financiële instellingen sturen de naam en het rekeningnummer van de houders van een volksspaarrekening automatisch door aan de FOD Financiën.

Art. 10

In boek VII, titel 3, hoofdstuk 8, afdeling 1, onderafdeling 2, van hetzelfde Wetboek wordt een artikel VII.59/3sexies ingevoegd, luidende:

"Art. VII.59/3sexies. De door de volksspaarrekening gegenereerde rente wordt jaarlijks aan de spaarder uitgekeerd en uiterlijk verrekend op 1 januari van het jaar dat volgt op het jaar waarin het recht op de rente is ontstaan.

Om rente op te brengen, moeten de bedragen minstens zes maanden op de rekening hebben uitgestaan.

Van de volksspaarrekening kunnen geen bedragen worden afgehaald, noch naar andere rekeningen worden overgeschreven, behoudens naar de eigen zichtrekening van de houder."

Art. 11

In boek VII, titel 3, hoofdstuk 8, afdeling 1, onderafdeling 2, van hetzelfde Wetboek wordt een artikel VII.59/3septies ingevoegd, luidende:

"Art. VII.59/3septies. De op de volksspaarrekening gestorte bedragen vallen onder de bescherming van het depositogarantiestelsel."

Art. 12

Deze wet treedt in werking op de eerste dag van de zesde maand na die waarin ze is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

9 juni 2023